

Longuet surfe sur les eaux de la Générale

Ministre des PTT, il confie des marchés à la CGE. Président du Parti républicain, il bénéficie de ses largesses. Homme privé, il fait des affaires avec ce géant de l'industrie.

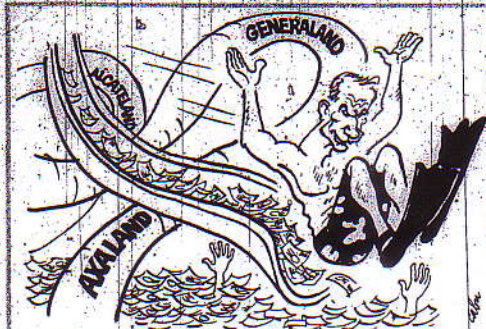
ATAQUE bilie en tête par le juge Van Ruymbeké qui a lancé des enquêtes sur son patrimoine personnel. Gérard Longuet est attendu comme un beau diable. Dans une longue interview au « Figaro » du 29 avril, il dit tout, ou presque, sur ses investissements immobiliers, sur son activité commerciale dans ses sociétés Avenir 55 et Investa, et il s'explique à nouveau sur le financement du PR.

Le ministre des PTT reste cependant d'une discrétion de violette sur l'identité des partenaires qui l'ont soutenu dans son aventure économique, et sur ceux qui ont aidé son pari.

Laque que « Le Canard » se fait un devoir de combler grâce à ce simple calendrier.

1987 : la Générale des eaux aide le PR

L'assureur Axa, qui a consenti au parti de Longuet un crédit-bail d'une quinzaine de millions pour financer l'acquisition de son siège rue de Constantin, à Paris, commence à se laisser de voir les échéances impayées. Pour le faire patienter, la Sari, société du promoteur Christian Pellerin, et filiale de la Générale des eaux, prend alors en location fictivement « un étage de l'immeuble pour la période des vacances. Le tout versé au PR, pour commencer à rembourser Axa.



Décembre 1987 : Longuet choisit la Générale des eaux

Le 18 décembre 1987, la SFR, filiale de la CGE, est sélectionnée par Gérard Longuet, ministre des PTT, qui autorise par décret à créer un réseau privé de

téléphone mobile destiné à concurrencer France Telecom. Six ans plus tard, la SFR annonce un chiffre d'affaires qui dépasse le milliard de francs.

Mars 1988 : la Générale des eaux prête au PR

Les affaires du Parti républicain ne s'arrangent toujours pas avec le groupe Axa. Cette fois, la Générale des eaux se montre plus généreuse. Une filiale de la Sari prête 12,5 millions au PR à un taux

d'amortissement de 8%. En réalité, selon le juge Van Ruymbeké, c'est la CGE elle-même qui a financé l'essentiel de ce prêt en avançant 10 millions à sa filiale.

1988 : la Générale des eaux gère l'agence de pub du PR

A peine sortie des limbes, la jeune société SFR lance une première campagne de pub. Et pour ce faire elle passe par le Groupement des régies réunies, une petite boîte appartenant au PR et dirigée

par Jean-Pierre Thomast, trésorier de la bande à Longuet. Montant des contrats pour cette première année de collaboration : 800 000 F. Ce n'est qu'un début.

Mars 1989 : Longuet crée sa boîte avec la Générale des eaux

Réduit au chômage par le retour des socialistes au pouvoir, Longuet décide de se lancer dans l'industrie. Il crée Investal et la Financière du 25 rue de l'Arcade, deux sociétés destinées à prendre des participations, notamment dans le secteur de la coproductrice. Dans le tour de table réuni par Longuet, la Société de service pour la télédistribution et la télématique (filiale à 99 % de la Générale des eaux) et la Générale elle-même. Longuet est présidé de la société financière qui réunit tous ces bons amis.



1990-1992 : la pub Générale des eaux coule à flots

Le Groupement des régies réunies, que le juge Van Ruymbeké qualifie de « pompes à finances » du PR, reçoit en

viron 18 millions de francs en contrats de pub de la SFR, toujours fidèle.

1994 : la Générale des eaux dirige l'ex-boîte de Longuet

Aujourd'hui, Longuet s'est dégagé de la société Investal et de la Financière du 25 rue de l'Arcade, qui font pas tant leurs promesses, et se sont contentés de prendre le contrôle de Radio-Nostalgie. La vente de ses parts, en 1991, a rapporté à Longuet, selon ses propres déclarations, 2 350 000 F.

Le pédage actuel est un certain Michel Villaneau, salarié de la Générale. Mais la CGE a finalement décidé de tout à la Générale occidentale, c'est-à-dire au groupe Alcatel, lui-même actionnaire de la Générale des eaux. Pierre Sauret, patron d'Alcatel-Alsthom, est d'ailleurs administrateur de la CGE.

Comme il n'est pas permis.

Lulu-Maria Horeau

Clin d'œil aux Irakiens

RECU par Mitterrand, Juppé et Léotard, le dirigeant kurde d'Irak Jalal Talabani, ravi, a posé le bouchon un peu loin. Et confié à plusieurs journalistes arabes que la police kurde des régions autonomes du nord de l'Irak allait bénéficier des conseils avisés de leurs collègues français.

Réaction immédiate et violente de Pécresse, qui est perfide. On ne finit pas en cambargen contre l'Irak, et qui a touché rien à Paris. Tarek Aziz, vice-Premier ministre de Saddam. Cette information (coopération de la police française avec les Kurdes) est une affabulation, a-t-il déclaré. Dans ses relations avec les États, la France s'occupe pas les esprits.

Pécresse a touché son pied bon œil sur la politique étrangère.

La « Saison tunisienne » du nouvo de Tonton

FÉDÉRIC MITTERRAND, le commissaire général pour la France de la Saison tunisienne, d'inspiration, cette série de manifestations en l'honneur de ce pays ami a un peu de plomb dans l'aile.

L'oncle Mitterrand fait la tête au président Ben Ali. L'ambassade de France à Tunis a discrètement protesté contre la détermination de Moncef Marzouki, ex-président de la Ligue des droits de l'homme. Et l'image dégradée du régime Ben Ali (corruption, tournes heures à 99 %, interdiction de journaux français) de courage certains sponsors français de financement. Cette opération de pub culturelle est portée.

Encore des fatigués experts en droits de l'homme.

Les hôtels Méridien empêchent Balladur de dormir

NOUVELLE illustration de dégoût en touche : celui de l'époux dossier des hôtels Méridien, filiale d'Air France, il a décidé, la semaine dernière, de ne rien décider. Pour commencer à se retirer une santé financière, la compagnie aérienne s'était depuis longtemps résolue à vendre ses hôtels au plus offrant. Dougan didata sérieux en lice : le couple britannique Forte (qui propose 1,8 milliard) et les Français d'Accor (qui ne mettent que 1,6 milliard). En bonne logique, les Anglais auraient dû l'emporter.

C'était compter sans l'entregarde très politique de Paul Durville (maître centriste de Fon-

des investisseurs étrangers, préfèrent l'offre de Forte. Et de deux : le personnel des hôtels Méridien n'apprécie guère les méthodes des dirigeants d'Accor. Et de trois : le choix d'Accor, au détriment du « mieux-disant » britannique (et donc européen) Forte, pourrait faire mauvais effet à Bruxelles. Or le gouvernement essaie actuellement d'obtenir l'autorisation des autorités européennes pour accorder 20 mil-

liards d'argent frais à Air France.

Br. Balladur était comé. Il a préféré demander à la Commission des privatisations un organisme consultatif chargé d'évaluer les bijoux de famille mis en vente pour boucher les trous du budget) de choisir l'acquéreur des hôtels Méridien. Fagon comme une autre de retarder la décision. Et de confier cette agaçante mission à un comité anonyme.

Un coupeur de têtes à l'ANPE

LA très austère revue « Commentaire » publie dans son dernier numéro un article de Michel Bon, actuel patron de l'ANPE et ancien président de la société Carrefour. Ce manager de choc s'y attaque à la corruption qui, explique-t-il, ronge le « corps social ». Et, pour terrasser le mal, il a sa recette, qui résume dans les derniers paragraphes de son article : il faut réprimer.

L'ennu, c'est que bien souvent il n'y aura rien de solide, juste des soupçons. Et là le droit n'est plus d'aucun secours, sinon pour ceux qui sont soupçonnés. Il ne faut pourtant pas refuser d'agir sur simple soupçon. Ce sera évidemment au prix d'injustices, qui sont le prix à payer pour lutter contre la corruption.

Puis le patron de l'ANPE donne des conseils pratiques. « Il est en effet possible d'agir pour sanctionner le suspect. S'il est salarié on peut le licencier (...). S'il est fonctionnaire, on peut le mutier (...). S'il est élu, sa formation peut décider de ne pas lui accorder l'investiture (...). S'il est journaliste, on peut ne plus passer ses pages (...). »

Le fier croisé de l'anticorruption conclut : « Rude position. Mais qui est efficace, c'est l'obscur et Carrefour, qui licencient sur simple soupçon... »

On ne sait de quoi Michel Bon a été soupçonné, peut-être lui-même ministre de Carrefour. Mais l'ANPE, elle, tient le directeur qu'il lui faut. Avec ce raisonnement, la France ne manquera pas de demandeurs d'emploi à mine suspecte.

Les canassons de la Générale

Inconnue aux paddocks, la CGE va retaper le réseau informatique du PMU.

AU début de l'année, un appel d'offres a été lancé pour renouveler et développer l'informatisation du PMU. Nom de code choisi pour cette opération de 675 millions : Péage. Avec un chiffre d'affaires de 36 milliards en baisse de 1,5 à 2 % par an - et 1,7 % pour le seul premier trimestre 1994 -.

Rossignol aurait mieux convenu pour le PMU. Les sociétés en compétition pour le contrat (IBM, Hewlett-Packard, Matra, Dassault, Alcatel, Générale des eaux, entre autres) devaient remettre leurs propositions chiffrées le 5 avril, à 12 heures dernier carat.

On ce jour-là diverses gazettes, dont « Le Monde » et « La Tribune », prévoient-quaient déjà le résultat des opérations, annonçant que la Générale des eaux bénéficierait au moins des vingt-cinq autres parts. D'où les hémorrhagies de douleur des sociétés qui se

voyaient éliminées alors qu'elles avaient phénotypé sur le dossier pendant plus de deux mille heures et croqué, selon elles, des dizaines de millions en frais d'études.

Opération potable

Ces mauvais joueurs ne s'expliquent pas, comment ? Les ministres du PMU ont pu se digérer, les broûtes de documents remises par les candidats, alléchés à l'idée de fournir un ordonnance central de 5 000 terminaux pour émettre et recevoir des paris. Une petite question de réflexion, c'est évidemment un « détail » des « détails » un peu court pour éplucher un tel appel d'offres.

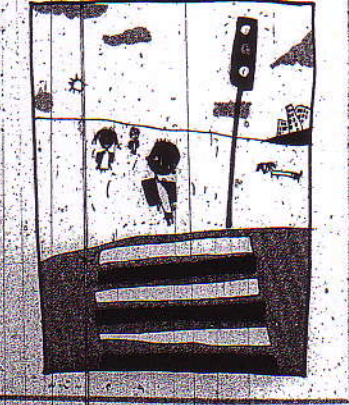
C'est qui fait d'autant plus rage. Les deux : la Générale des eaux s'est entrée en piste que dans le dernier tirage. Quelques jours avant le choix entre les candidats, elle a rajouté 10 millions à la Générale de chauffage - la société PMC (Périphérie et matériel de centrale) appartenant à la famille Carrat, dont l'histoire se raconte dans « L'histoire ». André, avait inventé le Tiercé en 1964. Et dont le rejeton, Jacques, a informatisé tous les présidents du PMU en 1986, avec l'aide de Matra.

PMO avait réalisé l'étude, présenté un dossier au PMU en même temps que les autres candidats, et la Générale des eaux n'a pu qu'y reprendre à son compte. Tout simple.

Ne-Bonnet, c'est le surnom donné par ses adversaires au maître (CDS) de Toulouse, tête de liste européenne de la majorité. Ce n'est pas un homme, mais un homme, pour soulager le charisme de ce brillant leader. Une voiture vide arrive devant le Parlement les Strasbourg. Jacques Bonnet s'écroule. Symptôme !



AFRIQUE DU SUD : PREMIERS PAS VERS UNE NOUVELLE VIE



La France perd la mémoire au Rwanda

Oublié, le soutien au dictateur responsable de la guerre civile.

DEPUIS plusieurs mois, un véritable procès est conduit par une association humanitaire américaine, Human Rights Watch, contre la politique de la France au Rwanda. Paris se voit accusé d'être depuis longtemps le principal soutien du dictateur rwandais, aujourd'hui disparu. Malgré les accords d'Arusha, prévoyant, en août 1993, une représentation au gouvernement des oppositions hutu et tutsi (l'éthnie minoritaire), et surtout le retrait des soldats étrangers, la France a continué à livrer des armes. Et maintenu des coopérants militaires sur place.

Le Crédit lyonnais a même, à en croire Human Rights Watch, qui cite comme source le gouvernement de Kigali, donné sa garantie dans une vente d'armes entre l'Égypte et le Rwanda; Interrogé par le « Canard », le Lyonnais dément en indiquant que l'ambassade d'Égypte à Londres a reçu de l'argent rwandais sur un compte de la banque. D'où, selon elle, la confusion.

Depuis la mort du président Juvenal Habyarimana, tué le 6 avril par un coup de feu de son homologe burundais dans le Falcon 50 offert par la France, depuis le

déclenchement de l'atroce guerre civile (500 000 morts selon l'ONU) qu'Habyarimana avait continué à alimenter l'Élysée ni le Quai d'Orsay n'ont formulé le moindre début d'auto-critique. Bien plus, Michel Rousin, ministre de la Coopération, a publié, dans « Le Nouvel Économiste », une tribune au ton presque satirique.

Radio sur écoute

« La France n'a cessé d'œuvrer, sur le plan diplomatique, pour une solution de paix, écrit-il dignement. Si notre devoir était de faciliter le dialogue, nous n'avions pas à nous insérer dans la gestion intérieure du Rwanda. Les événements du 6 avril ont hélas restaurés les vieux démons rwandais... Des « démons » bien pratiques, mais pas si « vieux » que veut bien l'écrire Rousin. Les massacres entre Hutus et Tutsis, attisés par les obscures théories raciales des ex-colons belges, ne datent pas d'une trentaine d'années.

En fait de procès, Rousin a prétendu instruire celui des médias, coupables d'irresponsabilité. Tout récemment, le pédage de Radio-France international, André Laroque, a fait publiquement état de plusieurs

interventions, auprès de la rédaction du ministère de la Coopération. Qui jugent mal-pensés des commentaires sur le dévastation du franc CFA, sur Djibouti et sur la guerre au Rwanda.

Autre motif de l'ire ministérielle, cette indiscipline due à quelques correspondants outre les ressortissants français, nos soldats ont recueilli en priorité, dans leurs avions, plusieurs membres de la famille d'Habyarimana. Ainsi que plusieurs responsables hutu de la Coalition pour la défense de la république, un parti à la pointe des massacres.

Reste une question, pour l'instant sans réponse : pourquoi Paris s'est-il obstiné,

le pays soit, comme son voisin burundais, une pléiade de diamants du trafic d'or et de diamants zairiens ? L'explicite peut que France y ait maintenu longtemps 300 militaires.

Mobutu Casque bien ?

Reste une hypothèse, elle aussi surprenante : le Rwanda pourrait servir de « coupe-feu » à l'islamisme, qui depuis le Soudan, tente d'aller plus au sud. De surcroît, le pays se situe à la jonction des zones d'influence anglophone et francophone en Afrique.

Le 22 avril, note le « mensuel » Les Cahiers du Congo, le général zairien Mobutu « l'avoie l'équale la France est officiellement fléchée » à venir à Gbadolite, l'extrême-ouest de la Coopération Michel Aurillac se dit. Jacques Foccart est un diplomate américain. Au moins le Rwanda, en 1994, les relations de plus en plus tendues entre l'Égypte et le Rwanda, le Zaire favorise et leurs alliés respectifs.

Mobutu et Foccart. L'Afrique n'est ni dans son passé, ni dans son avenir. L'Égypte n'est pas un pays de la zone.